

CONSEIL DE PRUD'HOMMES  
DE MONTPELLIER

RG N° F  
DCVC-X-

SECTION Commerce

AFFAIRE

MINUTE N°

JUGEMENT DU  
23 Mars 2022

Qualification :  
Réputé Contradictoire  
PREMIER RESSORT

Prononcé le :

23 Mars 2022

Prorogé le 30 mars 2022

Notifié le 31.03.22

copie exécutoire  
délivrée le : 31.03.22

à : Me Yannick  
MAMODABASSE

APPEL du

Par :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JUGEMENT

Audience du 30 Mars 2022

Monsieur

Assisté de Me Yannick MAMODABASSE (Avocat au barreau de  
MONTPELLIER)

DEMANDEUR

DEFENDEURS

-COMPOSITION DU BUREAU DE JUGEMENT LORS DES  
DÉBATS

Madame S, Président Conseiller (S) en sa  
qualité de conseiller le plus ancien, le président étant empêché  
Madame Asseur Conseiller (S)  
Monsieur, Asseur Conseiller (E)  
Madame Asseur Conseiller (E)  
Assistés lors des débats de Madame Greffier

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe et signé  
par Monsieur greffier :

**Sur l'article 700 du Code de Procédure Civile**

*« Le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès à payer :*

*1° A l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;*

*2° Et, le cas échéant, à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Dans ce cas, il est procédé comme il est dit aux alinéas 3 et 4 de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.*

*Dans tous les cas, le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à ces condamnations. Néanmoins, s'il alloue une somme au titre du 2° du présent article, celle-ci ne peut être inférieure à la part contributive de l'Etat. »*

En l'espèce, l'équité commande de faire application des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile au profit de Monsieur [REDACTED]

En conséquence, le Conseil lui allouera la somme de 1 000,00 €.

**PAR CES MOTIFS**

LE CONSEIL, après en avoir délibéré, jugeant publiquement, par jugement REPUTE CONTRADICTOIRE, et en **PREMIER RESSORT**

**DIT** que les [REDACTED] et [REDACTED] sont coemployeurs de Monsieur [REDACTED]

**DIT** que l'ensemble des condamnations seront solidairement supportées par les SARLU [REDACTED] et [REDACTED] ;

**CONDAMNE** solidairement les SARLU [REDACTED] et [REDACTED] prise en la personne de leur représentant légal en exercice à payer à Monsieur [REDACTED] les sommes de :

- 929,20 € brut à titre de rappel de salaire sur classification ;
- 92,92 € brut au titre des congés payés afférents ;
- 83,93 € brut à titre de rappel de salaire pour le 20 février 2021 ;
- 8,39 € brut au titre des congés payés afférents ;
- 5413,72 € brut de rappel sur heures supplémentaires ;
- 541,37 € au titre des congés payés afférents ;
- 14616,00 € brut à titre d'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé ;
- 1000,00 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

RG N° F [REDACTED]

**ORDONNE** à la SARLU [REDACTED] et la SARLU [REDACTED] prise en la personne de leur représentant légal en exercice de délivrer à Monsieur [REDACTED] des bulletins de paie ainsi qu'une attestation Pole Emploi conforme ;

Signée à la minute par le Président et le Greffier  
La République Française mande et ordonne à tous huissiers de justice sur ce requis de mettre à exécution la présente décision.  
Aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les tribunaux de Grande Instance d'y venir la main.  
A tous commandants et officiers de force Publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.  
En foi de quoi, la présente formule exécutoire certifiée a été signée scellée et délivrée par le greffier soussigné.



**ORDONNE** à la SARLU [REDACTED] et la SARLU [REDACTED] de régulariser la situation de Monsieur [REDACTED] auprès des organismes sociaux compétents.

**DÉBOUTE** Monsieur [REDACTED] de ses autres demandes ;

**LAISSE** les dépens à la charge de la partie qui succombe

**DÉLIBÉRÉ EN SECRET ET PRONONCE À L'AUDIENCE PUBLIQUE, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS**

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,